

## **ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ**

L'Office cantonal des bâtiments de l'Etat de Genève (ci-après dénommé « l'ADJUDICATEUR ») vous met en concurrence dans le cadre d'un appel d'offres de mandataires pour le Centre de formation de la police.

Par ADJUDICATEUR est sous-entendu toutes les personnes et services amenés à vous remettre ces informations et documents, y compris le bureau organisateur de la procédure.

Dans ce cadre, vous avez eu et/ou aurez accès à des informations et des documents confidentiels qui sont protégés pour un motif de sécurité. Aussi, préalablement à la remise de ces informations et documents, et à la signature de tout contrat avec l'ADJUDICATEUR, les règles et procédures de confidentialité suivantes doivent être acceptées par votre société.

\*\*\*\*\*

### **❶ ÉTENDUE DE LA CONFIDENTIALITÉ**

Sont considérées comme confidentielles :

- toutes les informations de quelque nature que ce soit (techniques, financières, juridiques, commerciales, stratégiques, informatiques, salariales, etc.) relatives à l'organisation de la sécurité par l'ADJUDICATEUR, qui vous ont été et/ou vous seront transmises soit sous forme matérielle (support physique tel que document, disquette, brochure, etc.), soit sous forme immatérielle (oralement, moyens électroniques ou audiovisuels, etc.).
- toutes les fournitures (matériel, pièce, logiciel, document, etc.) fabriquées, développées ou créées par vous à partir d'INFORMATIONS ou contenant de telles INFORMATIONS, ou dont le caractère confidentiel a été précisé par l'ADJUDICATEUR en raison de leur aspect sensible ou stratégique, ainsi que tout support physique contenant une INFORMATION, qui vous est communiqué par l'ADJUDICATEUR et toute reproduction par vous d'un tel support. Pour les besoins du présent document, l'ensemble est dénommé ci-après « ELEMENTS ».

### **❷ MISE EN OEUVRE DE LA CONFIDENTIALITÉ**

**2.1** Dès leur communication ou leur création, et ce à vie, vous vous engagez :

- à n'utiliser les INFORMATIONS et les ELEMENTS que pour le compte de l'ADJUDICATEUR ;
- à ne communiquer les INFORMATIONS et les ELEMENTS à quiconque à l'exception des membres de votre personnel ayant besoin de les connaître pour préparer le projet ou pour exécuter la ou les commande(s) que l'ADJUDICATEUR sera amené, le cas échéant, à vous passer, à moins que la communication s'avère nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant à votre contrôle. Dans ce cadre, vous vous portez garant pour votre personnel du respect par lui du présent engagement de confidentialité dans le cadre du présent accord ;
- à ne reproduire sous quelque forme que ce soit les ELEMENTS que pour les seuls besoins du rendu de votre offre, et le cas échéant de la ou des commande(s).

**2.2** Vous prendrez toutes mesures pour (i) empêcher l'accès des tiers aux INFORMATIONS (ii) prévenir la perte d'ELEMENTS, notamment en effectuant la mise sous clés et/ou le verrouillage électronique ou informatique des ELEMENTS. En cas de perte, vous en informerez immédiatement l'ADJUDICATEUR.

**2.3** Dans la mesure où la réalisation de la ou des commande(s) (not. marchés complémentaires) nécessiterait le recours à la sous-traitance, vous vous engagez à soumettre les différents sous-traitants à l'agrément exprès de l'ADJUDICATEUR, à leur imposer par écrit une obligation de confidentialité identique aux présentes, à en justifier à l'ADJUDICATEUR à première demande et à vous porter garant du respect par eux d'une telle confidentialité.

**2.4** Tous les ELEMENTS fabriqués, développés ou créés par vous devront porter la mention « confidentiel » et mentionner leur appartenance à l'ADJUDICATEUR, étant toutefois précisé que vous conservez bien entendu l'ensemble des droits que vous détenez sur les méthodologies et méthodes d'analyse, le savoir-faire et l'expérience acquise, lesquels ne peuvent en aucun cas constituer des ELEMENTS. Vous ne pouvez en aucune façon être limité dans la jouissance desdits droits.

**2.5** Vous vous engagez à rendre à l'ADJUDICATEUR ou à détruire (dans ce cas vous devrez nous certifier par lettre la destruction), au moment de la remise de la réponse à l'appel d'offres ou le cas échéant dès la fin d'exécution de la dernière commande en cours, tous les ELEMENTS encore en votre possession, sous réserve d'une seule copie d'archive, uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires. S'il s'avère nécessaire que vous conserviez, pendant une période plus longue, la totalité ou une partie de ces ELEMENTS, vous devrez obtenir un accord préalable et écrit de l'ADJUDICATEUR, précisant la durée de cette période.

**2.6** Vous autorisez l'ADJUDICATEUR à vérifier dans vos locaux, par des visites périodiques non programmées à l'avance, la bonne application des dispositions du présent engagement ; toutefois, une telle vérification opérée par l'ADJUDICATEUR ne pourra en rien vous décharger de l'obligation que vous avez de vous assurer qu'aucune INFORMATION ou ELEMENT, détenu par vous, ne puisse être transmis à des tiers dans des conditions enfreignant les présentes dispositions.

### **③ DURÉE**

Le présent accord prendra effet à la date de sa signature par vous et restera en vigueur à vie, sauf décision contraire de l'ADJUDICATEUR.

### **④ SANCTIONS EN CAS DE VIOLATION DE LA CONFIDENTIALITÉ**

Toute violation du présent accord de confidentialité pourra entraîner, le cas échéant, soit une décision d'exclusion immédiate de la procédure d'appel d'offres, une révocation de la décision d'adjudication, la non-signature du contrat ou la résiliation du contrat pour juste motif. En cas de sanction l'ADJUDICATEUR pourra en outre réclamer en justice des dommages et intérêts en réparation de son préjudice. Il est en outre rappelé que la divulgation ou l'usage d'informations confidentielles peut être de nature à entraîner la responsabilité pénale personnelle du divulgateur ou de l'utilisateur et de la personne morale qui l'emploie.

Nous vous prions de bien vouloir exprimer votre accord sur les termes de la présente lettre en nous LA retournant revêtue de la signature d'une personne habilitée à engager l'entreprise ou le bureau, précédée de la mention « **lu et approuvé** ».

**Société signataire (dénomination sociale, forme juridique) :**

---

**Nom du signataire :** \_\_\_\_\_

**Fonction :** \_\_\_\_\_

**Date :** \_\_\_\_\_

**Signature et cachet de la société :**